

Résultat décevant mais riche d'enseignements dans l'élection législative partielle du Lot-et-Garonne



Lors du premier tour de l'élection législative partielle du Lot-et-Garonne, [ma candidature](#) a recueilli 189 voix, soit 0,25% des inscrits et 0,58% des exprimés.

Pour dire la vérité, je suis trop conscient de l'inertie des comportements électoraux pour m'être jamais fait d'illusion sur le fait que nous serions très loin de pouvoir franchir le premier tour. Néanmoins, et comme je l'avais confié aux personnes qui m'ont entouré au cours de cette campagne électorale, j'espérais un résultat aux alentours de 2%. Le résultat final obtenu constitue donc une déception, et peut être ressenti comme un échec. J'en assume bien entendu la responsabilité.

Il convient cependant d'examiner, de façon minutieuse et objective, les conditions et les résultats chiffrés précis de cette élection :

- pour bien comprendre les raisons de notre résultat, qui, si on le remet en perspective, n'est pas aussi accablant qu'il y paraît et est même porteur d'espoir ;
- pour bien mesurer les évolutions réelles de l'opinion, qui sont assez différentes de l'impression d'ensemble qu'en donnent les grands médias ;
- pour en tirer les enseignements nécessaires pour de futures campagnes électorales.

[Les résultats finaux de l'élection du 16 juin 2013 et le rappel des résultats du 1er tour de l'élection législative du 10

CONTEXTE DE L'ÉLECTION

Le choix que nous avons fait de nous porter candidat à cette élection législative partielle a été débattu au sein du Bureau national de l'UPR et approuvé par tous ses membres.

Il nous est apparu que cette candidature serait une bonne occasion :

- de profiter de l'effet médiatique attaché à la démission de Jérôme Cahuzac pour faire connaître l'UPR au niveau départemental et régional, et si possible au niveau national,
- de tenter une première expérience électorale, dans la perspective de la préparation des élections de l'année prochaine,
- de tester grandeur nature notre capacité d'organisation et de mobilisation de notre appareil militant.

Sur tous ces points, l'expérience apparaît comme bénéfique et nous confirme que cette candidature était une bonne idée.

En particulier, je tiens à souligner d'emblée l'exceptionnelle mobilisation spontanée de nos militants. Non seulement ceux-ci ont constitué, jour après jour, les équipes militantes de loin les plus nombreuses de tous les candidats, mais leur enthousiasme et leur connaissance précise et argumentée de nos analyses et de nos propositions a beaucoup surpris les observateurs locaux.

Cependant, 7 éléments de contexte ont puissamment joué contre nous pour nous empêcher d'obtenir un bon résultat. Nous avons sans doute sous-estimé l'importance de plusieurs d'entre eux.

- **1) un département rural et vieillissant**

Le Lot-et-Garonne est un département où la population est très rurale et vieillissante. Les gens y cultivent, plus que dans les grandes métropoles, une méfiance vis-à-vis de la nouveauté, un réflexe quasi-féodal de soutien aux familles connues de l'arrondissement, une réticence spontanée à l'encontre des "étrangers", Parisiens compris.

Cette particularité locale a évidemment joué en faveur des candidats au nom connu des habitants :

- Étienne Bousquet-Cassagne, candidat du FN, est le fils du président de la Chambre d'Agriculture de Lot-et-Garonne, lui-même l'un des piliers de l'UMP locale - détail non négligeable -;

- Benoît Frison-Roche, de la famille de l'explorateur et écrivain, est une personnalité connue de la droite catholique locale. Il s'est beaucoup fait remarquer au cours des derniers mois dans tout le département par son activisme politique à l'encontre de la loi Taubira sur le "mariage pour tous" ;

- Joffrey Raphaël-Leygues est le descendant direct de Jacques Raphaël-Leygues. Lequel était un banquier, petit-fils d'Édouard Raphaël, fondateur de la Banque Raphaël et Cie, et de Georges Leygues, ancien Président du Conseil (Premier ministre) sous la III^e République, ancien ministre des Affaires étrangères et ministre de la Marine, précisément natif de Villeneuve-sur-Lot. Jacques Raphaël-Leygues fut lui-même maire de Villeneuve-sur-Lot de 1955 à 1974, et député de la circonscription de 1958 à 1962. Une salle municipale porte d'ailleurs son nom.

Le fait qu'il se soit agi d'une élection législative partielle - où les enjeux nationaux ont été peu perçus par les électeurs et complètement occultés par les candidats de l'UMP et du PS - n'a pu que renforcer cette prime aux personnalités localement connues.

Ce particularisme local a joué *a contrario* en défaveur des nouveaux venus et des "parachutés" : non seulement moi-même, mais aussi Nicolas Miguet et les candidats du Parti pirate, du Parti libertarien, de l'Alliance Royale, etc.

- **2) un taux d'équipement et de consultation Internet beaucoup plus faible que la moyenne nationale**

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie, en libérant la France de la prétendue union européenne, de l'OTAN et de l'euro~~
Département rural et méfiant vis-à-vis de la nouveauté, le Lot-et-Garonne est un département où seulement la moitié environ des habitants seraient raccordés à Internet. On peut en déduire que le nombre d'habitants consultant les sites politiques ou d'information alternatifs est incomparablement plus faible que dans les grandes agglomérations.

Ce qui signifie que l'arrondissement :

- est spécialement sous-équipé du principal vecteur de diffusion des analyses et des propositions de l'UPR,
- qu'une grande majorité des habitants ne dispose que de la télévision comme source principale d'information.

• 3) l'absence totale de notoriété préalable de l'UPR

Conséquence de ce qui précède, l'UPR avait une notoriété nulle lorsque nous avons démarré la campagne. En outre, c'était la toute première élection à laquelle nous participions.

Ce constat de départ est évidemment décisif car toute l'expérience électorale prouve la grande difficulté, pour un mouvement politique nouveau et inconnu, à réaliser une percée électorale face à des partis archi-médiatisés depuis des décennies.

Il faut cependant bien commencer un jour...

• 4) l'absence d'implantation locale

Au début de la brève campagne, nous comptons 10 adhérents résidant dans le département, et seulement 3 dans la circonscription. Nous n'avons pas de Délégué départemental.

Il était donc, dès le départ, totalement exclu que nous puissions réaliser un score se rapprochant de celui d'un grand parti.

Si l'on fait la comparaison avec le FN par exemple, ce parti affirme disposer de 600 adhérents dans le département de Lot-et-Garonne, où il est spécialement bien implanté du fait d'une part importante de rapatriés d'Algérie ou de leurs descendants. Dans ce département, Marine Le Pen a récolté 42 080 voix au 1er tour de l'élection présidentielle de 2012, sur un total de 240 698 inscrits. Soit un score de 21,41% des exprimés, très largement supérieur à celui qu'elle a réalisé au niveau national (17,90%).

• 5) Un effet de dispersion des suffrages dû à la multiplication des candidatures

Nous n'avons pas été les seuls à juger qu'il pouvait être intéressant de se présenter à cette élection hautement médiatisée. Alors qu'il y avait eu 10 candidats à l'élection législative de la 3e circonscription du Lot-et-Garonne en juin 2012, ce nombre est monté à 17 candidats pour la présente élection.

Il en est naturellement résulté un effet de dispersion. S'il y a 100% de voix à répartir entre 10 candidats, cela signifie que chaque candidat a un potentiel de 10,00% en cas d'équirépartition. Mais ce potentiel tombe à 5,88% par candidat s'il faut répartir équitablement les 100% entre 17 candidats.

Dans ces conditions, il n'est pas interdit de penser que notre score aurait été supérieur à 1% si cette élection législative avait, comme l'an dernier, opposé 10 candidats et non pas 17.

• 6) L'extrême brièveté de la campagne

Rappelons que [Jérôme Cahuzac a démissionné](#) du gouvernement, puis qu'il a ensuite décidé de ne pas reprendre automatiquement son poste de député, ouvrant ainsi la voie à une élection partielle.

Dans ces circonstances, la campagne électorale était fatalement très courte et nous n'avons pas pu nous préparer longuement à une campagne de sensibilisation préalable. Il en a résulté une prime importante aux candidats et aux mouvements déjà très connus nationalement ou très bien implantés localement.

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
Pour ce qui nous concerne, la campagne a été réduite à moins de 3 semaines (environ 17 jours à partir du moment où nous avons commencé à disposer de premiers tracts). Or, tous nos adhérents savent que nos analyses et nos propositions sont tellement différentes, dérangeantes et novatrices, qu'il faut compter de nombreuses semaines, souvent de nombreux mois, et parfois même plusieurs années, pour convaincre de leur justesse un citoyen qui les découvre.

Comment s'étonner, dès lors, de la difficulté à les faire partager par un grand nombre de nouveaux contacts dans le cadre étriqué d'une campagne d'une quinzaine de jours ?

• 7) Le parti-pris hostile de *FR3 Aquitaine* et de *Sud-Ouest* contre l'UPR

Enfin, nous avons souffert du parti pris hostile de 2 des 3 plus grands médias régionaux à notre rencontre.

Pour être juste, je tiens à souligner que plusieurs médias ont couvert la candidature d'une façon tout-à-fait correcte. Cela signifie que des dizaines de milliers de nos concitoyens ont découvert l'existence de l'UPR, ce qui ne pourra manquer d'avoir de nombreuses retombées positives pour l'UPR dans les semaines et les mois qui viennent.

Parmi les médias ayant correctement effectué leur métier, je citerai notamment :

- la radio locale *Radio 4* qui m'a accordé un bref [entretien](#) avant le lancement de la campagne officielle puis qui m'a accordé un [temps d'antenne de 4 minutes](#), comme à chacun des 16 autres candidats.
- le grand quotidien régional *La Dépêche du Midi*, dont le journaliste Jérôme Schrepf a rendu compte de façon honnête - et même sympathique - [de notre campagne](#). Ses rares "coups de griffe" - notamment pour souligner que j'étais "parachuté" parce que je n'habite pas l'arrondissement -, ont relevé du devoir normal de critique ou d'information des lecteurs. Je ne saurais en conscience en faire grief à l'auteur qui a par ailleurs exposé de façon régulière, et sans dénigrement, le déroulement de notre campagne.
- le magazine villeneuvois gratuit *L'hebdo*, qui a rendu compte de ma candidature de façon assez satisfaisante, si l'on excepte néanmoins une erreur énorme (ou une malveillance)

En revanche, nous avons été en butte à l'hostilité manifeste de deux des 3 plus grands médias régionaux :

La discrimination opérée par *FR3 Aquitaine* entre les candidats

- **FR3 Aquitaine** a refusé de nous accorder la moindre seconde d'antenne, en dépit de nos demandes répétées.

- Dans un premier temps, son correspondant à Agen avait confirmé depuis plusieurs jours à notre directeur de campagne, Guillaume Serrano, que *FR3 Aquitaine* viendrait m'interroger à la sortie de la préfecture, après le dépôt officiel de candidature. Ce rendez-vous a été annulé quelques heures auparavant, sans explication.

- Dans un second temps, *FR3 Aquitaine* a organisé un "débat" sur l'élection législative partielle dans son émission "*La voix est libre*" [sic], en limitant ce "débat" à 4 des 17 candidats : ceux du PS, de l'UMP, du FN et du FG. Malgré trois longues conversations téléphoniques séparées avec Guillaume Serrano et avec moi-même, le rédacteur en chef de *FR3 Aquitaine*, Franck Omer, est resté d'une inflexibilité absolue. En soulignant qu'il ne pouvait pas inviter "17 candidats à débattre", M. Omer s'est retranché derrière les orientations générales du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel (CSA) qui imposent une "équité dans le traitement".

En d'autres termes, **le rédacteur en chef d'un service public a eu l'audace de décider, au nom de "l'équité", de réserver l'accès à l'unique télévision régionale de masse aux seuls partis qui ont déjà le quasi-monopole de l'accès aux médias télévisuels du pays. Scandaleuse conception de ce qu'est l'équité !**

Compte tenu des délais, il ne nous a malheureusement pas été possible d'obtenir le report de cette décision qui contrevient de façon flagrante au principe d'égalité de traitement entre les candidats.

Je compte saisir dans les prochains jours le président du CSA pour lui signaler cette révoltante disparité de

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
traitement - que l'on ne retrouve pas ailleurs, et notamment pas dans une radio locale comme Radio 4.

- Dans un troisième temps, FR3 Aquitaine a systématiquement omis de mentionner l'UPR dans ses reportages de terrain, consacrant l'entièreté de ses brefs reportages à la venue à Villeneuve sur Lot des "personnalités" venues "soutenir" tel ou tel candidat :

- Harlem Désir pour le candidat du PS,
- Marion Maréchal-Le Pen pour le candidat du FN,
- Xavier Bertrand et Jean-François Copé pour le candidat de l'UMP,
- François Bayrou pour la candidate du MoDem,
- Noël Mamère pour le candidat de EELV

Bien entendu, le résultat sorti des urnes ne peut que conforter la discrimination de FR3 Aquitaine puisque les 4 premiers candidats par nombre de bulletins sont précisément les 4 qui ont eu droit à participer au "débat" de l'émission "*La voix est libre*".

C'est une nouvelle fois la confirmation de la théorie de la "prophétie auto-réalisatrice" qui est ici apportée : en limitant l'accès à la télévision à 4 candidats - FR3 Aquitaine étant LE principal vecteur d'information des populations rurales de la circonscription de Villeneuve-sur-Lot - la télévision publique pré-sélectionne et indique de façon subliminale aux téléspectateurs quels seraient les 4 seuls candidats "sérieux" pour cette élection, en marginalisant tous les autres.

Puis, lorsque les urnes confirment qu'ils arrivent en tête, la télévision en tire argument pour légitimer *a posteriori* son approche.

Un tel système contribue de façon très puissante à verrouiller complètement la scène politique française. Le fait de réserver l'exclusivité de l'accès aux grands médias de masse aux partis qui en ont déjà le monopole n'est pas pour rien dans la flambée d'abstention et de dérision qui ravage les comportements électoraux d'une majorité de la population française (et sur laquelle je reviens ci-infra).

Ce verrouillage médiatique insupportable est sans doute l'une des causes principales des événements graves qui se profilent.

Un article calomnieux de Sud-Ouest

Le journaliste Grégoire Morizet du journal Sud-Ouest a jugé nécessaire de publier un article violent et calomnieux contre moi-même et l'UPR quelques jours avant le scrutin. Pratiquant l'amalgame et la diabolisation, le procédé utilisé a consisté à interroger un "*spécialiste de l'extrême droite*" (Jean-Yves Camus) et un "*spécialiste du conspirationnisme*" (M. Reichstadt) pour décrire aux lecteurs du journal ce que serait prétendument l'UPR. Le journaliste a ainsi instruit un procès exclusivement "à charge", fondé sur des "analyses" de prétendus "experts" qui n'ont jamais rencontré qui que ce soit à l'UPR. Le tout sans jamais indiquer aux lecteurs le fond des analyses et des propositions de l'UPR, et notamment sans souligner que notre programme s'inspire largement de celui du [Conseil National de la Résistance](#) et que l'UPR rassemble des adhérents venus de toutes les familles politiques.

Le procédé rhétorique consistant à me donner chichement la parole pour réfuter en une phrase des insinuations aussi scandaleuses et dépourvues de tout fondement a parachevé la manipulation.

Nous sommes en train d'étudier les voies et moyens de porter éventuellement plainte pour diffamation contre Sud-Ouest, mais il semble que ce soit assez difficile compte tenu du fait que le journal m'a cité en défense.

Quoi qu'il en soit, je publierai prochainement un dossier de fond sur ce cas d'école d'une entreprise de diffamation savamment menée et très probablement commanditée.

LES VRAIS ENSEIGNEMENTS DE L'ÉLECTION

1) Une débâcle spectaculaire du Parti socialiste qui perd 2/3 de ses électeurs en 1 an

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
Entre juin 2012 et juin 2013, le candidat du PS enregistre une débâcle dont il y a sans doute peu d'exemples historiques. Il passe de 46,86% des suffrages exprimés en 2012 (score de Jérôme Cahuzac) à 23,69% en 2013 (score de Bernard Barral).

L'effondrement du nombre de voix du candidat présenté par le parti au pouvoir est encore plus saisissant puisqu'il passe de 22 572 voix à 7 782 voix. La perte sèche représente donc - 14 790 voix, soit **une perte de 2/3 des électeurs (-65,5%)**. En pourcentage des électeurs inscrits, le PS s'effondre ainsi de 29,56% des inscrits à 10,35%.

Cette débâcle résulte bien entendu du cumul de deux phénomènes :

- le rejet massif de la politique gouvernementale par de très nombreux électeurs du PS, qui ont le sentiment d'avoir été floués par les promesses de campagne: cette plainte est revenue constamment dans les conversations recueillies sur les marchés.
- et bien entendu "l'affaire Cahuzac". Même si certains électeurs semblent relativement indulgents, en affirmant que l'ancien député "n'est pas le seul" ou "qu'il a été victime d'un coup monté", l'écrasante majorité des autres électeurs reste sous l'effet d'un profond dégoût, qu'ils rejettent sur l'ensemble de la classe politique.

2) Une chute impressionnante de l'UMP, qui perd plus du 1/4 de ses électeurs en un an, ce qui témoigne du rejet croissant de "l'UMPS"

Entre juin 2012 et juin 2013, le candidat de l'UMP (Jean-Louis Costes) a réalisé un léger gain en pourcentage des suffrages exprimés (de 27,00% à 28,71%).

Mais il s'agit d'un résultat en trompe-l'œil. Car en un an, le nombre de voix qu'il a recueillies s'est effondré, passant de 13 006 à 9 431 voix. Il perd donc 3 575 voix, soit -27,5%. En pourcentage des électeurs inscrits, cet homme très bien implanté localement (il est maire de Fumel) chute ainsi de 17,03% des inscrits à 12,55%.

Une telle chute est très significative et hautement inquiétante pour l'UMP : elle signifie que "l'opposition officielle" - présentée comme telle par les médias - apparaît comme de moins en moins crédible pour la population et que le slogan de "l'UMPS" ne cesse de gagner dans les esprits.

Cela est parfaitement conforme à ce que nous avons mesuré sur les marchés : l'idée selon laquelle "la droite" et "la gauche" ne veulent plus rien dire et ne s'opposent plus sur rien de significatif est désormais très largement admise par les électeurs.

3) Le Front National augmente de 13% le nombre de ses électeurs de la législative mais en perd probablement par rapport à la présidentielle, ce qui rend sa "hausse" toute relative

Entre juin 2012 et juin 2013, le candidat du FN (Catherine Martin puis Étienne Bousquet-Cassagne) a réalisé un gain apparemment très impressionnant en pourcentage des suffrages exprimés (de 15,71% à 26,04%).

Mais il s'agit d'un effet d'optique qui doit être relativisé.

Car si, en un an, le nombre de voix recueillies par le FN a progressé, cette progression reste contenue, passant de 7 566 voix à 8 552 voix. Le FN gagne donc 986 voix, soit une hausse de +13,0%, très éloignée de la hausse des 2/3 que laisserait augurer la seule vue du pourcentage des exprimés. En pourcentage des électeurs inscrits, le candidat du FN passe de 9,91% des inscrits à 11,38%.

Cette hausse du FN doit d'ailleurs être remise en perspective : l'an dernier, Marine Le Pen avait récolté 42 080 voix (21,41% des exprimés) au 1er tour de l'élection présidentielle, sur un total de 240 698 inscrits, dans l'ensemble du département.

Je n'ai pas trouvé le nombre de voix qu'elle avait récoltées dans les bureaux de vote de la seule 3e circonscription du département. Mais si l'on raisonne avec la règle de trois (la 3e circonscription comptait 76 356 inscrits, soit 31,72% des inscrits du département), cela donne à penser que la présidente du FN aurait pu récolter environ 13 348 suffrages dans la 3e circonscription. Ce serait alors un nombre très supérieur aux 8 552 voix recueillies par son

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
candidat le 16 juin 2013. Peut-être est-ce surévalué car les 2 autres circonscriptions comptent peut-être un plus fort pourcentage d'électeurs frontistes. On peut cependant penser que Marine Le Pen a drainé sur son nom, l'an dernier, un nombre de voix sensiblement supérieur à celui recueillies par son candidat cette fois-ci. Ce qui relativise singulièrement la prétendue "hausse" du FN.

4) Une chute surprenante du Front de Gauche, qui perd 23% de ses électeurs

Entre juin 2012 et juin 2013, le candidat du FG (Marie-Hélène Loiseau) peut s'enorgueillir de passer de 4,50% des suffrages exprimés à 5,08%.

Il s'agit cependant d'une hausse en trompe-l'œil qui cache une véritable baisse, comme pour l'UMP.

Car en un an, le nombre de voix recueillies par le parti de M. Mélenchon s'est effondré, passant de 2 169 à 1 670 voix. La candidate - qui était la même que l'an dernier - perd donc la bagatelle de 499 voix, soit -23,0%. En pourcentage des électeurs inscrits, le FG chute ainsi de 2,84% à 2,22% des inscrits.

Une telle chute est significative et constitue un signal d'alarme pour le FG : elle signifie que la prétendue "opposition" de Jean-Luc Mélenchon est perçue avec un scepticisme croissant par son propre électorat, qui découvre de plus en plus clairement [pour qui roule en réalité le patron du "Front de gauche"](#).

Comme nous avons pu le constater sur les marchés, le désistement de [Mélenchon](#) sans condition pour François Hollande l'an dernier est de moins en moins considéré comme justifié par ses électeurs, compte tenu du désastre ambiant. De même, le rappel du soutien sans faille - au-delà des rodomontades - de Jean-Luc Mélenchon à la construction européenne et son ardent plaidoyer pour l'euro sont des sujets qui embarrassent visiblement une bonne part des sympathisants du FG.

5) Comment a fonctionné le système de vases communicants ?

Pour bien comprendre la signification profonde de l'élection législative partielle qui vient d'avoir lieu, il faut enfin étudier précisément les mouvements électoraux qui se sont produits.

Pour cela, il faut remarquer que 19 941 électeurs ont manqué à plusieurs partis par rapport à la législative de 2012 et s'interroger sur ce que sont devenus ces 19 941 électeurs manquants.

a) - Les partis qui ont perdu des électeurs depuis la législative de l'an dernier

Par rapport au 1er tour de l'élection législative de 2012, celui de 2103 a fait ressortir les pertes suivantes :

- PS : - 14 790 électeurs
- UMP : - 3575 électeurs
- DLR : - 548 électeurs (ne se représentait pas)
- FG : - 499 électeurs
- Ecologistes indépendants : -312 électeurs (ne se représentait pas)
- LO : - 127 électeurs (ne se représentait pas)
- EELV : - 63 électeurs
- Candidat local indépendant anti-corruption (H. Lebreton) : - 27 électeurs

Total des pertes d'électeurs enregistrées : - 19 941 électeurs

L'examen des listes électorales révèle que, sur ces 19 941 électeurs perdus, 1193 l'ont été par radiation des listes électorales (décès ou départ définitif du département).

Il faut donc étudier où sont allées les 18 748 voix manquantes (19 941 - 1 193 = 18 748)

b)- Où sont allées les 18 748 voix manquantes ?

On les retrouve dans les postes suivants :

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~

- Abstentionnistes : + 13 307 électeurs
- Parti d'en rire : + 1078 électeurs
- FN : + 986 électeurs
- Votes blancs et nuls : + 823 électeurs
- MoDem : + 766 électeurs
- Candidat local Divers droite (B. Frison-Roche anti-"mariage pour tous") : + 761 électeurs
- Candidat local Divers droite (J. Raphaël-Leygues, descendant de l'ancien ministre et de l'ancien maire et député de la circonscription) : + 472 électeurs
- UPR : + 189 électeurs
- Miguet : + 139 électeurs
- Parti Pirate : + 62 électeurs
- Parti Libertarien : + 56 électeurs
- NPA : + 55 électeurs
- Alliance Royale : + 54 électeurs **TOTAL : 18 748 électeurs**

Cette ventilation est capitale pour tirer le vrai bilan de l'élection qui vient d'avoir lieu. Celui-ci peut se résumer de la façon suivante : **sur les 18 748 électeurs qui ont fait défaut à leur vote de l'an dernier** (bien qu'ils demeurent toujours dans la circonscription) :

- **15 208, soit 81,12%, ont décidé de rejeter tout le système électoral, soit en s'abstenant, soit en votant blanc, soit en tournant l'élection en dérision** (Ces 15 208 électeurs représentent l'augmentation considérable du nombre d'abstentionnistes, de votes blancs et nuls, ainsi que les 1 078 électeurs qui ont voté pour le "Parti d'en rire" d'Anne Carpentier, célébrité locale qui avait proposé cette liste inspirée d'un sketch de Pierre Dac).
- **1233, soit 6,58%, ont décidé de voter pour un candidat sans étiquette issu d'une famille de notables locaux** (MM. Frison-Roche et Raphaël-Leygues)
- **986, soit 5,26%, ont décidé de voter pour le FN**
- **766, soit 4,09%, ont décidé de voter pour le MoDem** (qui n'avait pas de candidat l'an dernier)
- **189, soit 1,01%, ont décidé de voter pour l'UPR** (qui n'avait pas de candidat l'an dernier)
- **139, soit 0,74%, ont décidé de voter pour le programme ultra-poujadiste de Nicolas Miguet** (qui ne se présentait pas l'an dernier)
- **62, soit 0,33%, ont décidé de voter pour le Parti Pirate** (qui n'avait pas de candidat l'an dernier)
- **56, soit 0,30%, ont décidé de voter pour le Parti Libertarien** (qui n'avait pas de candidat l'an dernier)
- **54, soit 0,28%, ont décidé de voter pour l'Alliance Royale** (qui n'avait pas de candidat l'an dernier)

Cette ventilation donne à réfléchir. Elle est inquiétante sur la situation de notre démocratie mais elle peut nous donner, quant à nous, de l'espoir pour la suite. Car elle est en effet riche de 3 enseignements capitaux :

- **1) Plus de 4 sur 5 des électeurs déçus de la situation politique, économique et sociale, se tournent vers l'abstention et la dérision (81,1%). Ils ne croient plus du tout dans la politique. C'est un constat très grave.**
- **2) Il est totalement faux de croire que le FN récupérerait une grande partie des déçus de la crise. C'est exactement le contraire qui est vrai : alors que le FN occupe depuis 30 ans la place de la prétendue "opposition au système" dans l'espace médiatique, il ne parvient à attirer à lui qu'un peu plus de... 5% des déçus. Autrement dit, 95% des déçus préfèrent ne pas voter ou voter pour tout autre parti que pour le Front National.**

- **3) En dépit de son score très faible, l'UPR a obtenu un petit résultat qui n'échappera pas au regard vigilant des spécialistes.**

En effet, bien qu'étant totalement inconnue du grand public et portant une analyse radicalement nouvelle ([les professions de foi](#) attestent que j'ai été le seul candidat à proposer la sortie de l'UE et de l'euro), l'UPR a réussi à attirer à elle 1% des déçus.

Cela signifie que l'UPR, après seulement 17 jours de campagne électorale, a capté :

- plus de déçus que les 3 autres petits partis réunis (Parti Pirate, Parti Libertarien et Alliance Royale) dont la notoriété globale était pourtant certainement supérieure à celle de l'UPR,
- et ... 20% du nombre de déçus captés par le FN.

J'insiste sur ce dernier aspect des choses : alors que l'UPR était totalement inconnue dans le Lot-et-Garonne, notre discours et nos analyses sont apparues suffisamment convaincantes en 17 jours pour attirer un nombre de déçus déjà égal à 20% de ceux qu'a attirés le FN, lequel a droit à toutes les télévisions et est connu comme le loup blanc depuis un tiers de siècle.

Notre score global est certes décevant. Mais ces remarques finales sont finalement réjouissantes et porteuses de grands espoirs.

Elles donnent à penser que plus la notoriété de l'UPR grandira au niveau national, plus le verrouillage et l'hostilité des médias diminuera et plus il nous sera aisé d'attirer à nous des déçus de la situation politique et économique, qui refusent de verser dans l'extrémisme.

CONCLUSION : COMMENT FAIRE PASSER LE MESSAGE DE L'UPR ?

Quelques internautes qui se sont exprimés sur le Mur de [notre page Facebook](#) ont émis l'idée qu'il faudrait que le message de l'UPR soit délivré de façon « plus simple ». La méthode de mes conférences, décrites par un critique comme des « cours magistraux », aurait atteint ses limites et il serait nécessaire de la remplacer par une communication plus simple, faite de slogans "chocs" réputés plus faciles à comprendre.

Cependant, l'expérience du terrain tend à nous révéler que c'est exactement l'inverse qui est vrai.

Si les slogans chocs et les formules simples suffisaient à attirer les électeurs, la candidature de Nicolas Miguet aurait attiré à elle de nombreux électeurs. Ce candidat, dont la fortune personnelle est sans doute conséquente, a en effet littéralement inondé le département d'affiches à son nom, dès avant le lancement de la campagne officielle et tout au long des jours de campagne. Ses slogans étaient aussi simples et "chocs" que *"Trop d'impôts tue l'emploi"*, *"Votez Miguet pour dire Non à la loi Taubira et aux impôts en folie"*, *"Votez Miguet pour dire Oui à la suppression de la paperasse et au plein emploi"...* Eh bien, je note que l'UPR a finalement obtenu 50% de suffrages de plus que ce candidat ultra-poujadiste et ses méthodes de "marketing choc".

Du reste, les dizaines de militants de l'UPR qui sont venus sur les marchés de la circonscription du Lot-et-Garonne et qui ont eu l'occasion de distribuer [nos tracts](#) et de discuter avec environ 2 000 à 2 500 personnes en direct, ont pu constater que ce sont les personnes avec lesquelles ils ont eu les échanges les plus nourris et argumentés que notre message a fini par passer. Nous sommes d'ailleurs tous à peu près certains que les électeurs - bien trop peu nombreux hélas - qui ont assisté à mes conférences sont aussi ceux qui ont à coup sûr voté pour ma candidature.

En d'autres termes, même si nous étudions attentivement des façons alternatives de diffuser le message de l'UPR, il reste probable que notre mouvement ne peut pas se développer autrement qu'en s'adressant au potentiel d'intelligence de chaque électeur.

Chose normale d'ailleurs, puisque la guerre qui est livrée à la France est une "guerre invisible" - comme le disait François Mitterrand - et vicieusement intelligente, que l'on ne peut pas combattre par des slogans mais par son élucidation patiente et constante pour le grand public.

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
Les résultats de l'élection législative partielle du Lot-et-Garonne sont là pour nous rappeler que tout cela demande du temps et de l'effort. Mais ils nous indiquent aussi que les résultats finissent inéluctablement par arriver.

Comme le dit le proverbe chinois, « À force de patience et de temps, la feuille de mûrier devient de la soie ».

François Asselineau

18 juin 2013





ANNEXE : RÉSULTATS DU 1er TOUR DU 16 JUIN 2013 ET DU 1er TOUR DU 10 JUIN 2012

RÉSULTATS DU PREMIER TOUR DU 10 JUIN 2012

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~

Inscrits : 76 356

Abstentions : 27 368, soit 35,84% des inscrits

Votants : 48 988, soit 64,16% des inscrits

Exprimés : 48 171 votes, soit 63,09% des inscrits et 98,33% des votants

Blancs ou nuls : 817 votes, soit 1,07% des inscrits et 1,67% des votants

Jérôme Cahuzac (PS) : 22 572 voix, soit 29,56% des inscrits et 46,86% des exprimés

Jean-Louis Costes (UMP) : 13 006 voix, soit 17,03% des inscrits et 27,00% des exprimés

Catherine Martin (FN) : 7 566 voix, soit 9,91% des inscrits et 15,71% des exprimés

Marie-Hélène Loiseau (FG) : 2 169 voix, soit 2,84% des inscrits et 4,50% des exprimés

Lionel Feuillas (EELV) : 977 voix, soit 1,28% des inscrits et 2,03% des exprimés

Hervé Lebreton (Candidat local anti-corruption) : 583 voix, soit 0,76% des inscrits et 1,21% des exprimés

Camille Morel (DLR) : 548 voix, soit 0,72% des inscrits et 1,14% des exprimés

Brigitte Tichane (Ecologiste indépendant) : 312 voix, soit 0,41% des inscrits et 0,65% des exprimés

Luc Chevillotte (NPA) : 311 voix, soit 0,41% des inscrits et 0,65% des exprimés

Mohamed El Marbati (LO) : 127 voix, soit 0,17% des inscrits et 0,26% des exprimés

RÉSULTATS DU PREMIER TOUR DU 16 JUIN 2013

Inscrits : 75 163

Abstentions : 40 675, soit 54,12% des inscrits

Votants : 34 488, soit 45,88% des inscrits

Exprimés : 32 848 votes, soit 43,70% des inscrits et 95,24% des votants

Blancs ou nuls : 1 640 votes, soit 2,18% des inscrits et 4,76% des votants

- Jean-Louis Costes (UMP) : 9 431 voix, soit 12,55% des inscrits et 28,71% des exprimés
- Étienne Bousquet-Cassagne (FN) : 8 552 voix, soit 11,38% des inscrits et 26,04% des exprimés
- Bernard Barral (PS) : 7 782 voix, soit 10,35% des inscrits et 23,69% des exprimés
- Marie-Hélène Loiseau (FG) : 1 670 voix, soit 2,22% des inscrits et 5,08% des exprimés
- Anne Carpentier (Parti d'en rire) : 1 078 voix, soit 1,44% des inscrits et 3,28% des exprimés
- Lionel Feuillas (EELV) : 914 voix, soit 1,22% des inscrits et 2,78% des exprimés
- Yamina Kichi (MoDem) : 766 voix, soit 1,02% des inscrits et 2,33% des exprimés
- Benoît Frison-Roche (Candidat local) : 761 voix, soit 1,01% des inscrits et 2,32% des exprimés
- Hervé Lebreton (Candidat local anti-corruption) : 556 voix, soit 0,74% des inscrits et 1,69% des exprimés
- Joffrey Raphaël-Leygues (Candidat local) : 472 voix, soit 0,63% des inscrits et 1,44% des exprimés
- Maria-Fé Garay (NPA) : 366 voix, soit 0,49% des inscrits et 1,11% des exprimés
- François Asselineau (UPR) : 189 voix, soit 0,25% des inscrits et 0,58% des exprimés

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~

- Nicolas Miguet : 139 voix, soit 0,19% des inscrits et 0,42% des exprimés
- Cédric Levieux (Parti Pirate) : 62 voix, soit 0,08% des inscrits et 0,19% des exprimés
- Stéphane Geyres (Parti Libertarien) : 56 voix, soit 0,07% des inscrits et 0,17% des exprimés
- Michel Garcia-Luna (Alliance Royale) : 54 voix, soit 0,07% des inscrits et 0,16% des exprimés
- Rachid Nekkaz : 0 voix, soit 0,00% des inscrits et 0,00% des exprimés